



**Tous ensemble
le 21 janvier 2013**

Les opérations de démolition ont déjà commencé sur la région Sud Est, réagissons ensemble !

Le 18 Octobre 2012, la direction a remis officiellement deux projets aux membres du C.E. : un projet de rachat des actions d'Océ et un projet d'intégration du personnel.

Le 8 novembre 2012, elle a remis à titre d'information, un projet de restructuration de l'entreprise ayant pour conséquence la suppression de 354 postes, ainsi qu'un pré-projet de plan social (PSE).

Il apparait clairement dans l'analyse des postes supprimés que Canon France Sud Est serait gravement impacté sur ses sites d'Aix en Provence et Lyon.

La mise en œuvre d'un tel projet aurait pour conséquence le licenciement d'un très grand nombre de salariés. Les postes du personnel féminin, gestionnaires clientèles (OKS, OM), chef de groupe OKS, CAT, gestionnaires consommables, contrat, pièces détachées, recouvrement, secrétaires CPC seraient à peu d'exceptions près supprimés... **soit plus de 20 salariées verraient leur poste disparaître sans offre sérieuse de reclassement.**

Dans sa communication en date du 9 novembre 2012, M. Kenji Kobayashi, Président Canon France s'est engagé à « mettre tout en œuvre pour limiter les impacts de ce projet de réorganisation... ».

Pour autant, notre courrier adressé courant décembre 2012 au Président, demandant l'ouverture immédiate de négociations dans le cadre de la GPEC reste à ce jour **sans réponse de sa part.**

Nous constatons au contraire que la Direction, hors de tout cadre légal, procède dès à présent à un transfert de tâches ayant pour conséquence la suppression anticipée de postes.

Au sein de Canon France Sud Est, la Direction s'apprête à supprimer un poste de CAT et un poste de gestionnaire pièces détachées.

En effet, nos interventions auprès des responsables locaux ou nationaux, appuyées par la pétition signée massivement par le personnel n'ont pas permis à ce jour de faire entendre raison à la Direction...

Elle persiste et signe !

Ces agissements constituent au regard de la législation un délit d'entrave.

Par ailleurs et concernant la population commerciale, il avait été entériné que la direction communiquerait à l'ensemble des commerciaux du GEO, avant la fin de l'année 2012, leur PRV 2013 ainsi que leur poids de zone (PDZ) détaillé. Nous constatons qu'il n'en est rien et de surcroît, elle exerce une pression inacceptable sur les collaborateurs concernés afin de leur « arracher » une signature, sans leur avoir fourni au préalable les éléments indispensables pour juger de la cohérence entre leur secteur et le PDZ défini.

Une fois encore, la direction ne respecte pas ses engagements.

Face à ce constat et à « l'autisme » de la Direction, nous appelons l'ensemble du personnel de Canon France Sud Est à un arrêt de travail le lundi 21 janvier 2013 de 8H30 à 12h30, à l'occasion du kick-off.

Nous demandons :

- Que la direction respecte ses engagements pris devant les élus : « faire le maximum pour limiter les suppressions de postes ».

Nous exigeons :

- Le maintien de tous les postes jusqu'au terme de la procédure d'information et consultation sur le plan de restructuration.
- L'ouverture immédiate de négociations dans le cadre de la GPEC pour trouver des alternatives aux licenciements.
- Aucun licenciement subi, ni mutation arbitraire.
- Le respect des engagements pris en décembre concernant la modification du PRV Géo pour les commerciaux prévoyant :
 - Le commissionnement dès le 1^{er} euro.
 - L'abandon du seuil de 70 % de l'objectif.
 - La remise à chaque collaborateur de son poids de zone en correspondance avec son parc client précis et mis à jour.
 - La formule de calcul permettant de définir son poids de zone avant toute demande d'approbation par le commercial.

Notre action, par son envergure et la détermination affichée par l'ensemble du personnel administratif, technique et commercial est aujourd'hui essentielle afin d'amener la Direction à négocier, à respecter ses engagements et à mettre réellement tout en œuvre pour minimiser les conséquences du plan de réorganisation.

**Soyons solidaires !
Agissons ensemble pour préserver nos emplois,
nos conditions de travail et nos statuts.**

